



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
13 août 2014
Français
Original: anglais

Comité des droits de l'enfant Soixantième session

Compte rendu analytique de la 1714^e séance*

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le vendredi 8 juin 2012, à 10 heures

Président: M. Zermatten

Sommaire

Examen des rapports soumis par les États parties (*suite*)

Troisième et quatrième rapports périodiques de l'Algérie soumis en un seul document

* Il n'a pas été établi de compte rendu pour la 1713^e séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.12-43344 (EXT)



* 1 2 4 3 3 4 4 *

Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 heures.

Examen des rapports soumis par les États parties (suite)

Troisième et quatrième rapports périodiques de l'Algérie soumis en un seul document (CRC/C/DZA/3-4; CRC/C/DZA/Q/3-4 et Add.1)

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation algérienne prend place à la table du Comité.*
2. **M. Delmi** (Algérie), présentant les troisième et quatrième rapports de l'État partie soumis en un seul document (CRC/C/DZA/3-4), déclare que l'Algérie se trouve à mi-parcours d'un vaste programme de réformes politiques initié par le Président de la République pour renforcer la démocratie et la primauté du droit. Ces réformes auront sans nul doute une incidence bénéfique sur l'exercice des droits de l'homme en général, et sur celui des droits de l'enfant en particulier. La protection des droits de l'enfant a été l'une des priorités majeures des gouvernements successifs dont les efforts dans ce domaine ont été activement soutenus par la société civile. Les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par l'Algérie prévalent sur la législation nationale et peuvent être directement appliqués par les tribunaux.
3. Les enfants sont perçus comme la composante essentielle de la famille, cellule de base de la société algérienne; le gouvernement s'efforce donc de veiller à ce qu'ils grandissent dans un milieu familial propice à leur épanouissement. Les mesures pour y parvenir incluent l'harmonisation progressive de la législation nationale avec la Convention relative aux droits de l'enfant, la réforme du Code de la nationalité et du Code de la famille, et la création du Ministère délégué chargé de la famille et de la condition féminine. La définition de l'enfant dans la législation algérienne est conforme à l'article 1 de la Convention; tout enfant né dans le pays doit être déclaré dans les cinq jours de sa naissance; l'âge minimum du mariage est de 19 ans pour les deux sexes; et la mère algérienne peut désormais transmettre sa nationalité à son enfant.
4. La législation algérienne repose sur le principe de l'égalité de traitement et de la non-discrimination entre algériens et ressortissants étrangers, et elle ne porte nullement atteinte aux droits fondamentaux des étrangers, des migrants, des réfugiés ou des demandeurs d'asile. La liberté de conscience et d'opinion de l'enfant est garantie par la Constitution; les restrictions imposées en la matière visent à protéger l'intérêt supérieur de l'enfant, sa sécurité et son équilibre affectif et psychologique. L'Algérie maintient ses déclarations interprétatives eu égard à la Convention uniquement sur les questions qu'elle juge fondamentales, à savoir, les principes selon lesquels un enfant doit être élevé dans la religion de son père, son éducation doit se faire selon les normes jugées appropriées dans la société algérienne, et la liberté de l'information ne saurait s'étendre aux publications et publicités qui pervertissent l'image de l'enfant.
5. S'agissant de la protection institutionnelle, deux nouveaux mécanismes ont été créés: le Conseil national de la famille et de la femme et le Centre national d'études, d'information et de documentation de la famille, de la femme et de l'enfant. Un Plan national d'action pour l'enfance a été élaboré pour la période 2008-2015 avec pour objectif la promotion d'une existence meilleure, la garantie d'une éducation de qualité, le renforcement de la protection contre la maltraitance, l'exploitation et la violence, et la promotion des droits de l'enfant. La société civile soutient de manière déterminante tous les efforts du gouvernement consacrés au développement et aux droits de l'enfant.
6. L'enseignement est obligatoire et gratuit jusqu'à la fin du cycle fondamental, à 16 ans. Une loi d'orientation sur l'éducation nationale a été promulguée en 2008 pour répondre aux aspirations de changement des écoles. La langue amazighe, consacrée par la

Constitution en tant que langue nationale, est enseignée dans toutes les écoles du pays et à tous les niveaux d'enseignement. Suite aux efforts engagés par le gouvernement pour développer l'infrastructure et recruter des enseignants qualifiés, le taux de scolarisation des enfants de moins de 6 ans atteint 98 % et celui des enfants de 6 à 16 ans, 96 %.

7. Le système national de santé se caractérise par la prédominance du secteur public et la gratuité des soins. Les réformes entreprises depuis 2000 ont permis d'améliorer les services pédiatriques et de santé maternelle, d'accroître l'efficacité des services et d'en réduire les disparités dans les régions du sud et des hauts plateaux.

8. Le gouvernement a mis en œuvre des programmes pour combattre les inégalités sociales et assurer aux enfants défavorisés l'accès à l'éducation et aux loisirs. Des dispositifs ont été mis en place pour aider les enfants handicapés et les intégrer dans leur famille, à l'école et dans l'environnement socioéconomique. Les enfants privés de famille sont placés en institution ou en famille d'accueil.

9. Une Stratégie nationale de lutte contre la violence à l'encontre des enfants pour la période 2005-2012 vise à prévenir les diverses formes de violence à leur égard, à améliorer leur protection et à promouvoir la culture de la non-violence. Grâce à des organisations de la société civile, une permanence téléphonique a été créée pour permettre aux enfants de dénoncer les actes de violence. Le Code pénal interdit expressément les châtiments corporels au sein de la famille, à l'école et dans les autres institutions. Des contrôles stricts ont été mis en place pour prévenir et combattre l'exploitation du travail des enfants, tandis que le Code pénal réprime la traite des personnes et l'exploitation de la prostitution. Les victimes d'exploitation sexuelle et de traite des personnes ne sont en aucun cas traitées comme des délinquants, mais comme des victimes.

10. L'Algérie est très attachée à la protection des droits de l'enfant et à la satisfaction de ses besoins en matière d'éducation et de soins de santé. Elle poursuivra ses efforts pour infléchir ou éliminer le décrochage scolaire, le travail des enfants, la délinquance, la violence au foyer et dans la société, et l'inégalité entre les sexes en matière d'accès à l'éducation. Toutes les actions du gouvernement dans ces domaines font partie intégrante de son Plan quinquennal de relance économique et sociale qui est centré sur l'amélioration de la condition de chaque algérien à tous les stades de sa vie.

11. **Le Président** (Rapporteur pour l'Algérie) félicite l'État partie pour la présentation en temps voulu de son rapport et pour ses réponses à la liste des questions (CRC/C/DZA/Q/3-4/Add.1) et se dit satisfait de la levée de l'état d'urgence en février 2011. Il note la spectaculaire croissance économique du pays et ses progrès dans divers domaines, en particulier la santé et l'éducation. Soulignant un certain nombre de lois, amendements législatifs et institutions récemment mis en place, il dit que l'Algérie a également progressé en matière de droits de l'enfant. Toutefois, malgré sa richesse, l'État partie n'a pas notablement augmenté le budget alloué à l'enfance, et les dépenses de santé ne représentent qu'une petite fraction du budget global et sont nettement inférieures aux dépenses militaires. Certains enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté, les revenus des familles sont négligeables et la richesse ne semble pas parvenir aux plus défavorisés. Les disparités régionales et entre zones urbaines et rurales restent un problème majeur dans les secteurs tels les services, l'emploi, la santé et l'éducation, et elles sont aggravées par les inégalités fondées sur le sexe, le handicap, le lieu de travail et le statut de résident. Le Comité se dit particulièrement préoccupé par le niveau de discrimination subi par les enfants nés hors mariage.

12. Le Président invite instamment l'État partie à ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, la Convention n° 189 de l'Organisation internationale du travail sur les travailleuses et travailleurs

domestiques (2011), la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, et le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications. Il souhaite en outre obtenir des explications plus complètes sur la position de l'État partie eu égard au maintien des déclarations interprétatives concernant la Convention relative aux droits de l'enfant, et sur ses réserves aux articles 15 et 16 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il aimerait également être informé de l'état d'avancement du projet de loi sur un Code des enfants et du projet d'Observatoire de l'enfance, et savoir si l'État partie envisage de modifier la loi sur la famille qui, actuellement favorise les pères au détriment des mères, en particulier en cas de divorce, de séparation et de garde des enfants nés hors mariage.

13. S'agissant de la question de la coordination, et relevant l'absence d'organe de coordination de haut niveau pour la Convention relative aux droits de l'enfant, le Président demande qui assure la liaison entre les Ministères des finances, des affaires étrangères et de la justice en vue d'harmoniser leurs efforts pour promouvoir et mettre en œuvre la Convention. Il s'interroge également sur la nature du mandat du Conseil national de la famille et de la femme, et souhaite savoir comment les services de protection et les budgets parviennent-ils depuis le gouvernement central, aux provinces, aux districts et aux municipalités.

14. Tout en saluant l'adoption en 2008 du Plan national d'action pour l'enfance, il demande s'il existe un comité directeur chargé de sa mise en œuvre; si un mécanisme d'évaluation a été créé; quels sont les fonds alloués au plan; comment celui-ci s'insère dans la pléthore de programmes sectoriels, et comment le public en a connaissance.

15. Il est regrettable que la collecte des données soit toujours décentralisée, non systématique et non coordonnée, ce qui rend impossible toute analyse efficace indispensable à l'élaboration de politiques. Les données relatives aux enfants devraient être ventilées par lieu géographique et situation socioéconomique et couvrir également les domaines tels la violence, les abus, l'exploitation et les enfants vulnérables. Le Président demande si l'État partie envisage de créer un organe de contrôle indépendant, spécifiquement dédié aux questions relatives aux enfants; dans l'affirmative, sera-t-il habilité à recevoir les plaintes pour violation des droits de l'enfant? Malgré une réorganisation, la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme ne comporte toujours pas de volet concernant les enfants; elle ne se conforme pas pleinement aux Principes de Paris, ne coopère pas régulièrement ou efficacement avec la société civile, et ne semble pas très active en matière de promotion des droits de l'homme.

16. **M^{me} Al-Asmar** (Rapporteuse pour l'Algérie) loue le plan d'action établi par le Ministère délégué chargé de la famille et de la condition féminine, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), pour sensibiliser l'opinion publique à la Convention, mais elle regrette qu'il n'ait jamais été pleinement mis en œuvre et n'ait permis de réaliser aucun programme de formation durable. Elle s'inquiète du fait que la polygamie soit autorisée lorsque la première épouse accepte les autres conjointes, et que les dispositions du droit de la famille concernant l'intérêt supérieur de l'enfant, ne s'appliquent pas aux enfants confiés à une famille dans le cadre de la *kafalah*. Elle félicite l'État partie d'offrir aux enfants la possibilité de s'exprimer et de participer aux processus décisionnels, comme en témoigne la Conférence de la jeunesse tenue en 2007, bien qu'une proportion importante des parents et des enfants ignorent encore ce droit. Elle estime préoccupant que dans certaines provinces les enfants ne soient pas scolarisés ou n'aillent pas régulièrement à l'école, et que les châtiments corporels soient tolérés et restent impunis, bien qu'interdits à l'école et à la maison.

17. M^{me} Al-Asmar demande si les droits de l'enfant sont systématiquement enseignés dans les écoles et inscrits dans les programmes universitaires; si tous les professionnels qui travaillent avec des enfants reçoivent une formation aux droits de l'enfant; et si la Convention a été traduite en langue Amazighe. Elle demande enfin si les religieux peuvent célébrer un mariage avant l'âge légal sans autorisation officielle; si l'État partie envisage de réviser le Code de la famille pour tenir compte des enfants placés dans les familles dans le cadre de la *kafalah*; comment il prévoit d'éliminer les inégalités socioéconomiques et entre les sexes; si le gouvernement a réalisé l'étude prévue sur l'égalité d'accès aux services; et si les châtiments corporels sont expressément interdits dans les structures de protection de remplacement.

18. M^{me} Maurás Pérez dit que la hausse des ressources allouées aux activités de développement social est une évolution positive. Elle note toutefois avec inquiétude que l'affectation de ressources complémentaires au secteur de l'éducation n'a pas freiné le fort taux d'abandons dans l'enseignement secondaire. Elle demande si cela peut être attribué au fait que le gouvernement n'affecte pas les ressources là où elles sont le plus nécessaires, ou à d'autres facteurs. Elle demande en outre quelles mesures le gouvernement adopte pour assurer la transparence et la gestion de ces ressources et la visibilité de l'investissement consacré aux initiatives concernant les enfants.

19. Elle constate en outre avec regret les faibles progrès enregistrés en matière de lutte contre la corruption, en dépit des ressources disponibles et de l'existence d'une institution nationale spécialisée. Elle souhaite connaître les mesures spécifiques adoptées par le gouvernement pour combattre ce phénomène.

20. S'agissant de la question de la discrimination à l'égard des femmes, M^{me} Maurás Pérez note avec satisfaction les avancées législatives obtenues dans ce domaine, mais se dit préoccupée par la persistance de stéréotypes patriarcaux, de mentalités et de traditions qui régissent le rôle des femmes à la maison et dans la société, en particulier eu égard à leurs droits de succession. Elle attire l'attention sur la sous-représentation des femmes dans la fonction publique et aux postes de direction et sur le fait que les différences de salaires entre hommes et femmes sont telles que beaucoup de femmes ne gagnent qu'un tiers de ce que perçoivent leurs homologues masculins. En outre, le taux de chômage alarmant chez les femmes et les jeunes risque d'affecter la qualité de vie des familles et des enfants. Elle demande quelles sont les mesures adoptées par le gouvernement pour lutter contre la discrimination à l'égard des femmes sous toutes ses formes.

21. M. Pollar, notant avec satisfaction le nombre croissant d'organisations non gouvernementales dans l'État partie, demande si celles-ci ont participé à l'élaboration de son rapport périodique. Le Comité a reçu des informations selon lesquelles les ONG avaient rarement la possibilité d'engager le dialogue avec le gouvernement et manquaient souvent de moyens. Il souhaite savoir s'il en est réellement ainsi et si le gouvernement a pris des mesures pour renforcer leurs capacités. Il s'interroge également sur l'état actuel des accords conclus entre le Ministère de l'intérieur et diverses associations de la société civile. Il demande enfin si des initiatives ont été lancées pour faciliter l'instauration d'une relation harmonieuse entre le gouvernement et la société civile en général.

22. M. Pollar loue l'État partie pour ses efforts consacrés à l'amélioration des conditions de vie de la population, en particulier celles des enfants. Observant que la population algérienne jouit d'une espérance de vie élevée et d'un faible taux général de mortalité, il demande quelles sont les mesures adoptées par le gouvernement pour enrayer le fort taux de mortalité néonatale. En outre, dans ses précédentes observations finales, le Comité avait souligné l'importance de protéger les enfants contre toute forme de violence. Il souhaite connaître les progrès réalisés à ce jour dans ce domaine.

23. S'agissant du droit à la vie privée des enfants, il demande comment celui-ci est protégé, en particulier au domicile et dans les structures de protection de remplacement. Il demande également de quelle manière le droit à la vie privée des enfants est protégé contre les immixtions arbitraires ou illégales, et quelles sont les mesures prises pour protéger leurs données personnelles. Il souhaite enfin savoir comment ce droit est protégé quand les enfants communiquent avec d'autres et s'ils ont accès à des services confidentiels de conseils?

24. **M. Kotrane** dit que le fait que l'Algérie ait à présent ratifié la plupart des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme est une évolution positive. Toutefois, notant que le gouvernement avait signé la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, il demande si le gouvernement prévoit de la ratifier dans un proche avenir. Rappelant la primauté des instruments internationaux sur la législation interne, il demande si ceux-ci ont été invoqués par les tribunaux dans des cas spécifiques. Il demande enfin si les tribunaux appliquent effectivement les principes de la Convention relative aux droits de l'enfant et si les dispositions nécessaires ont été prises pour harmoniser la législation nationale algérienne avec la Convention.

25. S'agissant des réserves à la Convention émises par l'État partie, M. Kotrane constate avec inquiétude que la majorité d'entre elles empêchent de fait les enfants d'exercer leurs libertés et leurs droits civils, en particulier leurs droits à la liberté d'expression, à la liberté de pensée, de conscience et de religion et leur droit à la vie privée. Il demande pourquoi l'État partie a-t-il émis ces réserves et s'il envisage de les retirer. Il souhaite également savoir s'il est possible de créer des associations dans lesquelles les enfants peuvent se rencontrer et exprimer leurs opinions. Il demande enfin comment le gouvernement encourage les enfants à accéder aux diverses sources nationales et internationales d'information.

26. Rappelant les progrès réalisés par l'État partie avec les modifications apportées à la législation nationale en matière de droits des enfants, il note avec intérêt que la Constitution algérienne consacre de nombreux droits fondamentaux de l'enfant, tel le droit à l'éducation. Il constate néanmoins avec regret que le Code de protection de l'enfant n'a pas encore été adopté et il souhaite savoir pourquoi. Bien que l'État partie assure que tous les enfants exercent les mêmes droits et ne sont soumis à aucune forme de discrimination, il n'en demeure pas moins que dans certaines écoles, on compte plus de 40 enfants par classe, en raison de la répartition inégale des ressources budgétaires. En outre, les mères célibataires continuent d'avoir des difficultés pour transmettre leur nom et leur nationalité à leur enfant et doivent assumer les frais d'identification du père de l'enfant. Qui plus est, les enfants nés hors mariage doivent surmonter de nombreux obstacles pour être enregistrés et pouvoir exercer leurs droits. Malheureusement, le gouvernement ne semble pas d'un grand secours à cet égard. En outre, le Comité a reçu des informations selon lesquelles les enfants qui ont un nom berbère ne peuvent souvent pas être enregistrés car leur nom ne figure pas sur la liste officielle des noms agréés. Bien que la législation interne consacre le droit des parents de choisir le nom de leur enfant, ce droit ne semble apparemment pas toujours respecté en pratique.

27. **M. Madi** rappelle que le Comité avait dès 1997 exprimé sa préoccupation quant à la prévalence des châtiments corporels en Algérie et qu'il avait réitéré son inquiétude à ce sujet à plusieurs reprises. Notant que la délégation avait mentionné l'interdiction des châtiments corporels à la maison, à l'école et dans les autres institutions, il demande s'il existe un texte législatif pour entériner cette déclaration.

28. **M. Cardona Llorens** est d'avis qu'il ne suffit pas simplement qu'une loi dispose que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être pris en compte. Le principe doit être appliqué dans les faits et servir de socle à toute décision concernant les enfants. Qui plus est, l'intérêt

supérieur de l'enfant est aussi un droit, et les victimes doivent être en mesure d'obtenir réparation lorsque ce droit a été violé. Il demande si l'État partie a défini des critères objectifs pour réglementer l'application de ce principe et quels progrès il a accompli pour l'intégrer au système juridique national.

29. **M^{me} Nores de García** dit que les pays qui doivent leur croissance économique aux exportations de gaz et de pétrole négligent souvent le développement de leurs régions les plus déshéritées. Puisque nombre des problèmes de l'État partie peuvent être attribués aux disparités régionales en matière de revenu et de développement économique, elle demande quelles mesures il a adoptées pour créer des emplois dans ses régions les plus pauvres, et si le gouvernement a mis au point des programmes spécifiques pour accroître le revenu des familles qui y vivent.

30. **M. Gastaud** demande s'il existe actuellement un mécanisme pour garantir à un enfant le droit d'exprimer librement son opinion sur tous les sujets qui le touchent et d'être entendu dans toutes les procédures qui le concernent, et dans le cas contraire, si le gouvernement envisage de créer un tel mécanisme.

31. **M^{me} Wijemanne** dit que l'élaboration du Plan national d'action pour l'enfance en Algérie pour la période 2008-2015 est une évolution positive. Elle demande s'il existe un dispositif pour en coordonner la mise en œuvre, s'il dispose d'un budget distinct et quelles sont les mesures adoptées pour renforcer la capacité des divers ministères impliqués dans son exécution. Elle demande en outre si l'État partie prévoit d'harmoniser sa législation avec les dispositions de la Convention pour garantir l'application effective des droits de l'enfant.

32. Bien que la plupart des naissances aient lieu dans des établissements de soins, le fort taux de mortalité néonatale du pays et le fait que la plupart de ces nourrissons meurent durant la première semaine de vie, sont un sujet majeur de préoccupation.

33. S'agissant de la question de la collecte des données, elle constate que les rares données disponibles sur la protection de l'enfance proviennent de la police nationale et elle demande s'il existe des données pertinentes provenant d'autres sources.

La séance est suspendue à 11 h 10; elle est reprise à 11 h 35.

34. **M^{me} Benmansour** (Algérie) dit que le Code de la famille modifié rend plus difficile à un mari d'obtenir un divorce unilatéral, car sa première et sa deuxième épouses doivent à présent donner leur consentement pour que le divorce soit accordé. En outre, le Code de la famille a été modifié pour accroître le nombre de cas dans lesquels une femme trompée peut demander le divorce. Une épouse peut également exercer son droit à la *khula* pour demander simplement le divorce auprès des tribunaux. Dans de tels cas, un juge n'a pas le pouvoir discrétionnaire de refuser le divorce.

35. **M^{me} Benmansour** explique que les conditions qui réglementent la polygamie sont devenues plus rigoureuses. Un juge ne peut autoriser la polygamie qu'avec le consentement de la première épouse et de la deuxième épouse envisagée.

36. S'agissant de la question de l'octroi de la garde des enfants, **M^{me} Benmansour** dit que les tribunaux tendent à favoriser la mère ou, lorsque c'est possible, un membre de sa famille. Alors que dans le passé un juge aurait hésité à accorder la garde à une mère qui travaille, le Code de la famille modifié dispose que le fait qu'une mère ait un emploi ne l'empêche pas de se voir accorder la garde de son enfant.

37. **M. Kotrane** dit que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être le principe déterminant pour toutes les décisions de garde. L'octroi automatique de la garde à la mère n'étant pas nécessairement propice à cet intérêt supérieur et, au-delà d'un certain âge, les enfants

devant avoir la possibilité de choisir de vivre avec leur père, il aimerait savoir comment les autorités garantissent le respect de ce principe.

38. **M^{me} Maurás Pérez** dit que, malgré les règles plus restrictives imposées pour prendre une deuxième épouse, de nombreuses études ont démontré que la polygamie était contraire à l'intérêt des enfants et discriminatoire à l'égard des femmes, et elle invite instamment l'État partie à envisager une interdiction absolue de cette pratique.

39. Les procédures de divorce sont également discriminatoires car les femmes doivent, à l'appui de leur demande, invoquer l'un des dix motifs légitimes expressément reconnus par la loi et s'acquitter d'une redevance spéciale lorsque des motifs exceptionnels non expressément reconnus par la loi sont cités, alors que les hommes doivent simplement déposer une demande, sans avoir à invoquer de motifs.

40. **M. Delmi** (Algérie) dit que bien que les mères se voient généralement accorder la garde lors des procédures de séparation et de divorce, les accords de la garde sont souples et sujets à révision lorsque les enfants grandissent. Le parent qui n'a pas obtenu la garde dispose toujours d'un droit de visite et dès qu'ils deviennent majeurs, les enfants peuvent choisir le parent avec lequel ils souhaitent vivre. Qui plus est, lorsqu'une mère qui a la garde d'un enfant se remarie et que le père estime qu'il n'est plus dans l'intérêt supérieur de l'enfant de rester avec sa mère, il peut demander au juge de modifier les dispositions de garde existantes.

41. Le gouvernement admet que la polygamie puisse être néfaste pour les enfants mais les unions polygames sont considérées comme acceptables dans certains cas spécifiques, par exemple, lorsqu'une femme est stérile et que son conjoint souhaite se remarier pour avoir des enfants; le gouvernement a donc pour politique de décourager, restreindre et réglementer la pratique plutôt que de l'interdire totalement. Au demeurant, l'incidence de la polygamie recule.

42. **Le Président** demande si le Code de la famille a été modifié pour en retirer les dispositions qui empêchent les femmes musulmanes d'épouser des non-musulmans.

43. **M^{me} Benmansour** (Algérie) dit que la disposition juridique reste en place mais est soumise à révision et que dans tous les cas, les mariages contractés entre femmes algériennes et hommes non-musulmans sont généralement reconnus dans la pratique.

44. **Le Président** souhaite obtenir des précisions concernant la validité juridique de ces mariages et le statut et la nationalité des enfants nés de ce type d'union.

45. **M. Delmi** (Algérie) dit que les enfants sont habilités à adopter la nationalité de leurs deux parents ou de l'un d'eux et que, bien que de nombreux chefs religieux refusent de reconnaître les mariages mixtes, les mariages entre personnes de confessions et de nationalités différentes sont de fait de plus en plus courants à la fois en Algérie et dans les communautés algériennes en Europe. Cette pratique, sur le fond, ne reflète pas nécessairement la lettre de la loi.

46. **M^{me} Al-Asmar** demande s'il est exact que les enfants nés hors mariage doivent adopter les noms de famille de leurs deux parents plutôt que le seul nom de leur père, comme il est d'usage, et qu'ils sont ensuite stigmatisés de ce fait.

47. **M^{me} Hamrit** (Algérie) dit que dans le cadre de la loi algérienne, tout enfant né en Algérie, hors mariage ou non, a le droit de porter le nom de ses deux parents ou de l'un des deux. Lorsque la paternité n'est pas établie, les mères célibataires ont la possibilité de donner à l'enfant un autre nom que le leur afin d'éviter toute stigmatisation. Les enfants de parents inconnus se voient attribuer le nom de la personne qui a enregistré leur naissance ou celui de l'officier d'état civil, et ils jouissent des mêmes droits que les autres enfants, même s'ils n'ont pas de mère ou de père déclaré sur leur certificat de naissance.

48. **M^{me} Benmansour** (Algérie) dit que dans le cadre du nouveau Code de la famille, la paternité est établie par mariage, par reconnaissance, ou lorsque la paternité est contestée, par un test scientifique ordonné par le tribunal. Les femmes et les enfants qui souhaitent obtenir une reconnaissance de paternité mais ne peuvent en assumer les frais sont habilités à bénéficier de l'aide juridictionnelle.

49. **M. Kotrane** rapporte l'existence d'informations alarmantes selon lesquelles des sages-femmes exigent de femmes célibataires à la fin de leur grossesse qu'elles comparaissent devant le tribunal de la famille et produisent des témoins pour attester de leur état, avant de pouvoir être enregistrées pour bénéficier de soins prénatals et postnatals. Il se dit également préoccupé par le fait que les enfants nés hors mariage ne jouissent pas des mêmes droits que ceux nés de couples mariés, notamment en matière d'héritage, et que les inégalités demeurent, même si la filiation est établie. S'agissant des tests ADN, il aimerait savoir s'il y a présomption de paternité dans les cas où le père présumé refuse le test et quel est alors le statut juridique accordé aux enfants concernés.

50. **M. Delmi** (Algérie) dit que les informations relatant une telle conduite de la part de sages-femmes sont peu crédibles car la grossesse ne peut être confirmée que par un médecin et les femmes enceintes ne sont pas tenues de prouver leur état lorsqu'elles s'inscrivent pour bénéficier des services de soins.

51. La reconnaissance de paternité est problématique car elle tient essentiellement à la parole d'une personne contre celle d'une autre. Souvent, le test ADN est la seule solution; c'est la raison pour laquelle les femmes et les enfants sans ressources adéquates reçoivent une aide pour en assumer le coût. Jusqu'à ce que la paternité soit reconnue, il est vrai que les enfants nés hors mariage peuvent se voir refuser certains des droits dont jouissent les autres enfants. Toutefois, tous les enfants ont droit à un nom, et les mères peuvent choisir de donner à leur enfant le nom du père, même si la paternité n'a pas encore été établie. Une fois celle-ci prouvée, les enfants nés hors mariage ont les mêmes droits que les autres, mais si la paternité n'est pas prouvée, l'enfant perd tout droit à l'héritage.

52. **Le Président** dit que la question de la discrimination subie par les enfants nés hors mariage est une préoccupation légitime précédemment évoquée par plusieurs autres organes conventionnels et que le Comité a besoin d'avoir la garantie que l'État partie s'efforce au maximum d'aider et de protéger ces enfants et d'assurer à toutes les femmes l'accès aux soins prénatals et postnatals.

53. **M^{me} Maurás Pérez** dit que la question fondamentale est la suivante: les enfants nés hors mariage ont-ils ou non, selon la loi, les mêmes droits que ceux issus de couples mariés, que la paternité soit reconnue ou pas.

54. **M. Delmi** (Algérie) précise que les enfants nés hors mariage ont les mêmes droits selon la loi, mais que ces droits, notamment par exemple, le droit à l'héritage, doivent être confirmés par les tribunaux. Il ne faut pas exagérer la gravité du problème car le nombre d'enfants concernés est très faible.

55. **Le Président** dit que même si 1 % seulement des enfants sont concernés, ce pourcentage équivaut à peu près à 5 000 enfants en termes absolus, et il est important de trouver des solutions et d'assurer la protection de chacun d'eux.

56. **M^{me} Benmansour** (Algérie) dit que les mères célibataires qui se trouvent dans l'incapacité de prendre en charge leur enfant peuvent les placer dans des centres spécialement créés à cette fin. Dans la plupart des cas, ces enfants sont ensuite confiés à des familles dans le cadre de la *kafalah*; ils ont ainsi accès à l'éducation, aux soins de santé et autres prestations de protection sociale. Les enfants placés dans le cadre de la *kafalah* sont également habilités à hériter de leur tuteur pour l'équivalent du tiers de la totalité de ses biens et peuvent recevoir davantage avec l'accord des autres héritiers. Lorsque la mère

biologique de l'enfant souhaite en réclamer la garde, celui-ci pourra choisir d'aller vivre avec elle s'il a atteint l'âge du discernement; dans le cas contraire, la décision est confiée à un juge.

57. **M. Delmi** (Algérie) dit que le nombre d'enfants nés hors mariage est tombé à moins de 2 000 en 2010 et qu'environ deux tiers d'entre eux ont été placés dans le cadre de la *kafalah*. Chaque année entre 100 et 200 enfants sont ainsi placés au titre de la *kafalah* avec des couples algériens vivant en Europe.

58. **M^{me} Hendel** (Algérie) indique que les déclarations interprétatives formulées eu égard à certains articles de la Convention restent en vigueur, mais elle souligne que celles concernant les articles 13, 16 et 17 ne visent pas à prévenir ou à suspendre l'application de leurs dispositions mais à garantir que celles-ci sont appliquées dans l'intérêt supérieur de l'enfant. En outre, une réforme législative majeure lancée en 2011 et qui doit se traduire par la modification de diverses lois, y compris de la Constitution, pourrait inciter les autorités à réexaminer les craintes inspirées par les déclarations interprétatives. La ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées est à l'étude.

59. **Le Président** dit que la Convention est intégralement conçue pour garantir le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant; il est donc difficile de comprendre le sens et la finalité des déclarations interprétatives concernant les articles 13, 16 et 17. Il espère que la révision susmentionnée parviendra à la même conclusion, notamment eu égard à la déclaration interprétative concernant l'article 14. Il demande si le cadre juridique actuel stipule expressément que les juges doivent fonder leurs décisions sur l'intérêt supérieur de l'enfant, s'il inclut une définition de ce qu'implique cet intérêt supérieur, et s'il définit des procédures permettant aux juges de déterminer si ce principe est respecté ou non, et d'expliquer et de justifier leurs décisions.

60. **M^{me} Benmansour** (Algérie) dit que le processus d'adoption d'un Code de protection de l'enfance est encore en cours. En attendant, les juges sont formés à la mise en œuvre de ce nouveau code qui englobera les évolutions en matière de justice des mineurs, telle la médiation dans les affaires pénales et la justice réparatrice impliquant à la fois les jeunes délinquants et leurs victimes.

61. **Le Président** demande si le Code a été soumis au Parlement pour adoption.

62. **M. Delmi** (Algérie) dit que sa délégation sera en mesure de répondre à cette question lors de la prochaine séance.

63. **M^{me} Mehali** (Algérie) signale que le Conseil national de la famille et de la femme, créé par le Ministre délégué chargé de la famille et de la condition féminine en 2006, se compose de représentants de la société civile et des ministères, de chercheurs, d'universitaires et de professionnels des médias. Il engage une consultation nationale et mène des activités de suivi et d'évaluation des stratégies et des plans d'actions nationaux. La création en 2002 du poste de Ministre délégué chargé de la famille et de la condition féminine, au sein du Ministère de la solidarité nationale et de la famille, témoigne de la volonté du gouvernement de renforcer sa politique d'aide aux familles et aux groupes de population vulnérables. Au sein de ce même ministère a également été créée la Direction pour la promotion et la protection des enfants et des adolescents.

64. La rédaction du Plan national d'action en faveur des enfants 2008-2015 a impliqué l'évaluation de la situation des enfants dans le pays et le choix de stratégies d'intervention. Le plan a nécessité la mise en œuvre d'un mécanisme national de coordination pour lancer des politiques et des programmes complets qui accordent la priorité aux besoins des enfants. Il a un comité directeur et les enfants peuvent participer à sa mise en œuvre et à son évaluation par le biais d'activités telles ateliers, débats et journées d'étude. Un comité de

suivi et d'évaluation du plan, également créé en 2009, rédige actuellement des recommandations fondées sur son bilan de la mise en œuvre du plan jusqu'à la fin 2011.

65. Un Plan de communication pour la promotion des droits de l'enfant a également été créé pour la période 2009-2011 afin de sensibiliser aux droits de l'enfant les familles, les enseignants, les journalistes et autres professionnels. Le Ministre délégué chargé de la famille et de la condition féminine s'emploie actuellement à la mise en place d'un mécanisme de haut niveau pour améliorer la coordination entre les instances gouvernementales et la société civile dans le domaine de la protection de l'enfance.

66. **Le Président** demande quel est le budget alloué à la mise en œuvre du Plan national d'action en faveur des enfants et il souhaite avoir d'autres informations sur la coordination aux niveaux régional et local.

67. **M. Delmi** (Algérie) dit que les questions relatives aux enfants et à la famille relèvent en général essentiellement de deux organismes, le Ministère de la solidarité nationale et de la famille et le Ministère délégué chargé de la famille et de la condition féminine. Les collectivités locales communiquent leurs besoins en matière de protection de l'enfance à ces organismes qui demandent le financement approprié par le biais du processus d'approbation du budget. Ils doivent ensuite gérer leurs propres finances et décider du montant à allouer à la mise en œuvre du plan. Ceci s'applique aux autres ministères qui dirigent des programmes en faveur des enfants, tels le Ministère de l'éducation et le Ministère de la santé.

68. **M^{me} Al-Asmar** dit que les engagements pris par les instances gouvernementales ne sont pas toujours tenus dans la pratique et que l'affectation des ressources décrite par le délégué ne suffit pas nécessairement à garantir la pleine mise en œuvre du plan.

69. **M. Delmi** (Algérie) admet la nécessité d'une évaluation complémentaire de la mise en œuvre du plan et son gouvernement tiendra le Comité informé des résultats obtenus en la matière et des éventuelles carences dues à un financement insuffisant.

70. **M^{me} Al-Asmar** dit que, bien que le gouvernement assure le financement des services éducatifs et de santé des enfants de mères célibataires, ceux-ci se heurtent à des problèmes en matière d'habitation. Dans le cadre de la loi actuelle, les enfants qui relèvent du système de la *kafalah* sont renvoyés dans des institutions à la mort de la personne à qui ils avaient été confiés, d'ordinaire un homme. Elle demande si le gouvernement pourrait envisager d'élaborer une législation pour donner davantage à la veuve du pourvoyeur de soins l'opportunité de continuer à s'occuper de l'enfant et pour lui fournir également une aide financière. La loi dispose que lorsqu'une femme divorcée qui a la garde de ses enfants se remarie, la garde est automatiquement attribuée au père; **M^{me} Al-Asmar** souhaite savoir quelles options existent d'un point de vue juridique si cela n'est pas dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

71. Elle demande quelles sont les mesures adoptées par le gouvernement pour combattre la violence à l'égard des enfants. Bien que le plan national d'action préconise une large intégration des enfants handicapés dans les écoles ordinaires, les problèmes structurels et la réticence des enseignants et des administrateurs scolaires entravent ces efforts. Les enfants handicapés ont peu de chances d'être adoptés et n'ont qu'une jouissance limitée de leurs droits. En outre, les familles d'enfants handicapés qui n'appartiennent pas à une association active pour personnes handicapées méconnaissent souvent leurs droits. La priorité devrait être accordée au renforcement des services pour enfants handicapés, notamment des services scolaires et sanitaires, et des services à la famille.

72. Les enfants de réfugiés illégaux ont difficilement accès à l'école et aux services de santé, et de nombreuses familles restent séparées pendant des années car, en vertu de la loi, les enfants ne sont pas habilités à obtenir un permis de résidence aux fins du regroupement

familial. De nombreux travailleurs migrants marocains sont logés dans des locaux semblables à une prison, avec des services réduits au minimum. L'État partie n'a pas encore ratifié la Convention n° 143 de l'OIT sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), de 1975. M^{me} Al-Asmar demande s'il est exact que la migration illégale est une infraction passible d'amendes ou même d'une peine de détention.

73. Elle souhaite savoir ce que fait actuellement le gouvernement pour encourager la scolarisation des enfants amazighes et pour répondre à leurs besoins éducatifs. Elle s'enquiert enfin de l'état d'avancement de l'élaboration des rapports initiaux de l'État partie sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant sur l'implication d'enfants dans les conflits armés.

74. M^{me} Lee se dit préoccupée par l'accès des filles à l'éducation dans l'État partie, notant que le taux d'analphabétisme des filles de 10 ans est plus du double de celui des garçons du même âge. Les taux d'abandon scolaire sont également élevés, avec moins de 50 % d'enfants qui achèvent le cycle de l'enseignement primaire pour passer dans le secondaire. Dans certaines régions, le ratio élèves-enseignant atteint 40 pour 1, et le Comité a appris que certains enseignants étaient insuffisamment formés et n'utilisaient pas les méthodes pédagogiques appropriées.

75. Le principe du non-refoulement n'est pas toujours respecté et, dans certains cas, les mineurs non accompagnés demandeurs d'asile sont arrêtés et placés en détention. M^{me} Lee demande si le processus de modification de la législation nationale sur l'asile connaît des avancées. Elle demande enfin quelles sont les mesures adoptées par le gouvernement pour contrôler et éliminer le travail des enfants, en particulier sous ses formes les plus dangereuses.

76. M^{me} Maurás Pérez dit que le Comité est préoccupé par le fait que les filles ne jouissent pas des droits d'héritage à égalité avec les garçons. Elle demande également quelles mesures le gouvernement met-il en place pour s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté et de l'inégalité, notant qu'il existe d'énormes différences dans les services d'éducation, de santé et de logement disponibles selon le lieu géographique et le niveau de revenu des individus. Le travail des enfants est un autre problème qui influe sur le niveau de vie général du pays, avec actuellement environ 300 000 mineurs de moins de 16 ans qui travaillent. L'État consacre jusqu'à 25 % de son budget aux transferts sociaux, qui sont par nature de courte durée et ne traitent pas les causes profondes de la pauvreté et de l'inégalité.

77. M. Pollar reconnaît que le système de la *kafalah* est actuellement l'une des meilleures solutions de prise en charge des enfants en cas d'incapacité des parents, mais il aimerait avoir des informations complémentaires sur les autres formes de prise en charge alternative informelle. Il demande comment le gouvernement réglemente et surveille les dispositions de la *kafalah* impliquant des familles qui vivent à l'étranger. Est-il exact qu'en cas de décès du pourvoyeur de soin, l'enfant est placé en institution? Il souhaite connaître les mesures employées pour combattre la discrimination exercée sous forme de traitement préférentiel des enfants biologiques, par rapport aux enfants entrés dans la famille par le système de la *kafalah*. Il demande quelles sont les approches utilisées pour trouver des familles d'accueil pour les enfants handicapés.

78. Dans ses précédentes observations finales, le Comité se disait préoccupé par les difficultés d'application des décisions judiciaires relatives aux droits de garde et de visite, et par la fréquence des enlèvements d'enfants en cas de mariages mixtes. M. Pollar demande si cette situation a changé et si l'Algérie a signé des accords avec d'autres pays sur le droit de visite. Il demande également si l'Algérie envisage de ratifier la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

79. Il souhaite savoir si le gouvernement permet aux enfants, notamment aux filles, d'exercer pleinement leur droit au jeu en leur proposant suffisamment d'activités et d'équipements. Il demande aussi si les enfants peuvent jouir de leur temps libre ou s'ils subissent une pression excessive de leurs parents pour étudier. Notant que l'âge minimum du service militaire obligatoire est de 19 ans, il demande quel est l'âge minimum du recrutement volontaire. Il aimerait entendre les observations de la délégation sur les informations selon lesquelles des mineurs servent dans les forces paramilitaires de l'État partie, et il souhaite savoir si une loi interdit le recrutement de mineurs par des acteurs non étatiques. Il demande si des mineurs provenant de régions récemment en conflit telle la Lybie ont été identifiés et ont bénéficié de services spéciaux de conseil. Il demande enfin si l'Algérie exporte des armes légères vers les pays où des enfants sont impliqués dans un conflit.

80. **M. Koompraphant** souhaite savoir si l'État partie a suivi la recommandation du Comité lui suggérant de réviser le Code de la famille pour garantir aux hommes et aux femmes des responsabilités parentales égales, quel que soit leur statut matrimonial, et pour abolir la classification discriminatoire des enfants dits «illégitimes». Il demande à la délégation d'expliquer plus amplement les dispositions y relatives décrites au paragraphe 86 du rapport de l'État partie.

81. Il souhaite connaître les possibilités d'intervention de l'État en cas de violence familiale impliquant des enfants. Enfin, il demande quelles sont les mesures employées pour encourager les parents à assumer leurs responsabilités et à faire en sorte que le milieu familial se distingue non par la violence et l'agressivité, mais par l'amour et l'affection.

La séance est levée à 13 heures.